



Liberté • Égalité • Fraternité  
REPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE MAYOTTE**

**Secrétariat Général**

**Direction des Relations  
avec les Collectivités Locales**

**Bureau des finances locales et de  
l'environnement**

**ARRÊTE N° 2019 - SG-07**

**Portant mandatement d'office d'une dépense obligatoire sur  
le budget 2019 de la commune de Sada**

**LE PRÉFET DE MAYOTTE**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
- VU** la loi n° 2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
- VU** le Code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment son article L. 1612-16 ;
- VU** le décret du 28 mars 2018 portant nomination de Monsieur Dominique SORAIN, préfet hors classe, en qualité de préfet de Mayotte, délégué du gouvernement, à compter du 30 mars 2018 ;
- VU** le décret du 18 septembre 2018 portant nomination de Monsieur Edgar PEREZ, sous-préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 882/SG/2018 du 8 octobre 2018 portant délégation de signature à Monsieur Edgar PEREZ, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et organisant la suppléance des membres du corps préfectoral en cas d'absence du secrétaire général ;
- VU** le courrier de l'Établissement de Retraite Additionnelle de la Fonction Publique (ERAFP), en date du 14 novembre 2018 sollicitant le mandatement d'office d'une somme de 288,44 € correspondant à des majorations de retard de paiement de cotisations restant dues à l'ERAFP au titre de l'année 2017 ;
- VU** la mise en demeure en date du 02 janvier 2019 adressée par le préfet de Mayotte à Madame le maire de la commune de Sada ;

**CONSIDÉRANT** que la mise en demeure n'a pas été suivie d'effet ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## ARRÊTE :

- Article 1 :** Il est mandaté sur le budget 2019 de la commune de Sada au profit de l'ERAFP la somme de 288,44 € (deux cents quatre-huit euros et quarante-quatre centimes) au titre des majorations de retard de paiement de cotisations restant dues au titre de l'année 2017.
- Article 2 :** La dépense correspondante sera imputée à l'article 6453 du budget primitif 2019 de la commune de Sada.
- Article 3 :** Un recours pourra être formé contre cet arrêté, dans les deux mois suivant sa notification, auprès de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Mayotte.
- Article 4 :** Le secrétaire général, madame le maire de la commune de Sada et le trésorier municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte.

Fait à Mamoudzou, le **21 FEV. 2019**

Le Préfet,  
Le Préfet de Mayotte  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire général  
Edgar PEREZ

### Copies :

Mairie de Sada	2
Trésorerie municipale	2
RAFP	2
Recueil des actes administratifs	1